

JALON 3 : LA TRANSITION DEMOCRATIQUE EN ESPAGNE

Le 6 décembre 2018, l'Espagne fêtait les 40 ans de sa Constitution, un élément essentiel dans le processus de transition démocratique qui a suivi la mort de Francisco Franco (1882-1975) le 20 novembre 1975. *Comment s'est opérée cette transition ? Est-elle aujourd'hui complètement consolidée ?*

Pour pouvoir répondre à ces questions, il faut d'abord rappeler ce que fut la dictature franquiste.

I. LA SECONDE REPUBLIQUE (1931-1939) ET LA DICTATURE FRANQUISTE

Loin d'être une nation unifiée à la française, l'Espagne du début du XXe siècle est un **assemblage complexe** hérité des anciens royaumes médiévaux et dont plusieurs membres de la même famille se disputent le trône. Son monarque, **Alphonse XIII** (1886-1931), après avoir soutenu **des dictatures** constatant qu'il n'est plus en adéquation avec l'Espagne de son temps **quitte son pays**. Il est remplacé par une **République, la Seconde (1931-1939)** qui mène des réformes (1931-1933 avec Azana). Elle octroie de **nombreux droits** (liberté conscience et de culte, l'introduction du mariage et du divorce civils, le suffrage universel, le droit pour les femmes d'être électrices et éligibles, la protection sociale, la liberté d'association + une école publique mixte, laïque, obligatoire et gratuite). Par contre, elle ne parvient pas à réduire les inégalités foncières par une vraie réforme agraire. Résultat, jusqu'à la Guerre civile, **gauche et droite alternent au pouvoir en défaisant ce que leurs rivaux ont fait**. Cela génère une **forte instabilité marquée par la violence** (révolte des mineurs des **Asturies en 1934**) et dans une société marquée par la culture du putsch qui entraîne l'intervention de l'armée.

A la faveur d'une **guerre civile (17 juillet 1936-1^{er} avril 1939)** entre nationalistes et républicains, qui a durablement marqué l'Espagne, le **général Franco instaure un régime autoritaire** qui allait **durer 40 ans**. Cette dictature a connu deux phases. La première entre **1939 et 1959** est d'abord **un régime fascisant (modèle =Italie)** qui évolue vers une **dictature militaire autarcique nationale-catholique**. Elle s'appuie sur un parti, l'armée et l'Eglise. Le régime est très répressif, sur fond d'anticommunisme. La seconde, de **1959 à 1975 est marquée par une modernisation conservatrice autoritaire** qui oriente l'Espagne vers le **libéralisme économique** (+ inflexions : loi sur presse, acceptation syndicalisme). A la **mort de Franco, en 1975**, impactée par le **tourisme de masse**, la société espagnole est prête à évoluer.

II. LE PROCESSUS TRANSITIONNEL OU LA DEMOCRATIE OCTROYEE

La transition démocratique qui a abouti à la mise en place d'une **monarchie constitutionnelle** a été un **processus graduel, venu d'en haut**, dans le cadre de la légalité mise en place par le régime franquiste. Elle est le fruit de la **coopération de deux hommes**, l'héritier désigné de Franco, le **roi Juan Carlos** (22-11-1975-19-06-2014 pour l'abdication) et du **Premier Ministre Adolfo Suarez** (1932-2014) qui **ont négocié avec différents groupes de la société pour faire advenir la démocratie**. C'est ce **processus de négociations** que l'on peut qualifier de **transition démocratique** car il a permis de passer d'une dictature à une démocratie. Il s'est appuyé sur la **loi pour la réforme politique de novembre 1976** qui **proclame la démocratie** et la suprématie de la loi, instaure un vrai **suffrage universel**, met en place un parlementarisme bicaméral. S'ensuivent **des élections libres en 1977** et la rédaction d'une **Constitution adoptée en décembre 1978 à plus de 80% des suffrages exprimés**. Trois principes ont présidé à sa rédaction par une assemblée représentant l'ensemble des partis

politiques : la volonté de maintenir la paix civile, le souhait de construire une vie politique apaisée aux Cortes, loin de tout extrémisme, le souhait d'en finir avec le terrorisme en partie lié à des revendications autonomistes ou indépendantistes (basques et catalanes).

Cela a donné lieu à un texte démocratique mais qui présente un certain nombre d'ambiguïté dont la question « des autonomies » qui est un vrai problème en Espagne parce qu'elle renvoie à l'histoire de l'Espagne dans la longue durée (une mosaïque de royaumes unis par des unions personnelles mais avec des identités fortes) mais aussi à un passé récent, celui de la Seconde République qui avait accordé des statuts d'autonomie à la Catalogne en 1932, au Pays-Basque en 1936 et à la Galice en 1938. On a vu récemment combien cette question était sensible et la crise catalane récente (2017) a été un bon test de la robustesse de la démocratie en Espagne même si on la rend responsable de la poussée du vote extrémiste aux dernières élections générales.

La transition démocratique a été un compromis entre les partisans de Franco qui restaient nombreux – souvent au sein de l'Alliance Populaire de **Manuel Fraga** - et **les partis politiques plus modérés** comme l'UCD (Union du Centre Démocratique) du Premier ministre **A. Suarez**, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol dont le leader était **Felipe Gonzalez** et le Parti Communiste Espagnol de **Santiago Carillo** reconnu (1977) par peur de la réaction des militaires qui restaient puissants dans l'après Franco. L'idée qui a présidé à la transition était **d'obtenir un consensus** de manière à **éviter une radicalisation** dans un sens ou dans un autre, radicalisation qui aurait pu entraîner un retour à la dictature en passant par de nouveaux affrontements entre Espagnols. C'est la raison pour laquelle a été adoptée la **loi d'amnistie de 1977** amnistiant **les opposants politiques à la dictature franquiste et en renonçant, en contrepartie, à ouvrir dans le futur des procès contre les fonctionnaires du régime de Franco** : elle accorde une forme d'immunité aux anciens bourreaux. Bref, la démocratie se construit sur « un pacte de silence » dont on voit les effets aujourd'hui avec un retour très conflictuel de mémoires antagonistes comme en témoignent les débats autour de la dépouille de Franco.

Il y a eu aussi, pendant quelques temps, une forme de « **fête de la démocratie** » qui s'est traduite culturellement par le phénomène de **la Movida** (cinéma : Pedro Almodovar et son actrice fétiche Victoria Abril, musique : Mecano...) porté par le **désir de renouveau de la jeunesse espagnole et l'émergence de nouveaux acteurs sur le plan artistique et culturel**. La Movida a incontestablement contribué à la modernisation et à l'intégration de la société espagnole dans l'Europe démocratique. **La transition démocratique a également été portée par une partie de la presse et notamment par le grand quotidien espagnol El Pais** (fondé le 4 mai 1976).

Pour autant, le **processus était fragile**. D'une part les hommes politiques de l'époque ont été confrontés aux **réalités économiques : la crise 1970's** et ils ont cherché à y répondre pour préserver la démocratie retrouvée par le biais **des pactes de la Moncloa (octobre 1977)** qui avaient pour but de mettre fin à la crise (inflation). D'autre part, il subsistait des **parties de l'opinion publique un peu nostalgiques du franquisme, dans l'armée, dans l'Eglise et dans la presse**.

Le danger représenté par l'armée était le plus grand comme le prouve l'épisode du 23 février 1981, la **tentative de coup d'état aux Cortes** du lieutenant-colonel Tejero. Ce coup d'Etat manqué a donné une véritable légitimité démocratique au roi d'Espagne qui a su sortir le pays d'une crise très grave : en effet tous les députés et tous les membres du gouvernement étaient enfermés en un seul lieu sous la menace des armes. Dans cette crise, Juan Carlos s'est appuyé sur la seule Constitution et les attributions qu'elle lui accordait. Cela tient, aussi au fait que, durant sa formation, il avait reçu un enseignement militaire qui lui avait permis de connaître

les principaux chefs militaires qu'il a pu convaincre personnellement de ne pas participer au coup d'Etat. Cela lui a valu une très grande popularité qui ne s'est érodée qu'à la fin de son règne du fait des nombreux scandales (corruption...) qui ont touché la famille royale à l'exception notable de l'actuel souverain, Felipe VI.

Dernier élément qui devait être pris en compte, **le terrorisme** qu'il ne faut pas limiter à celui d'ETA même si c'est elle qui s'est le plus illustrée – en nombre de victimes – pendant la transition démocratique. Considérée avec bienveillance sous Franco du fait de sa lutte contre la dictature, **l'ETA gagne progressivement en impopularité à mesure qu'elle sème la terreur au moyen de ses actions terroristes.**

III. CONSOLIDATION DE LA DEMOCRATIE ET DEBATS SUR LA TRANSITION DEMOCRATIQUE

La résolution pacifique du 23 février 1981 a montré que la **démocratie était dans l'ensemble bien installée en Espagne et que la Constitution était efficace. Pour être une « démocratie normale », il ne restait plus à l'Espagne qu'à faire la preuve de sa capacité d'alternance.** C'est chose faite avec les **élections de 1982** qui donnent la **majorité absolue au PSOE (parti socialiste)** et inaugurent une alternance au pouvoir des partis modérés de gauche et de droite. En effet, après 14 ans de pouvoir, en 1996, F. Gonzalez (PSOE) cède le pouvoir à José-Maria Aznar (PPE = libéral, conservateur), remplacé par José Luis Rodriguez Zapatero (PSOE) en 2004...

Cette consolidation de la démocratie est confirmée par l'**entrée de l'Espagne dans l'OTAN en 1982 et dans la Communauté Economique Européenne en 1986. De plus, l'organisation des Jeux Olympiques de Barcelone et, à un moindre degré, de l'exposition universelle à Séville en 1992** ont démontré la place de l'Espagne parmi les leaders de l'économie européenne.

Pour autant, elle **n'a pas échappé à la crise de la représentation qui semble frapper les démocraties européennes. Depuis 2008, elle connaît une sérieuse remise en cause de l'alternance bipartite.** En effet, **de nouveaux partis** ont émergé : **Ciudadanos** (parti de centre droit créé en 2006), **Vox** (parti d'extrême droite créé en 2013 ; + de 10% voix en 2019 ≠ 1,2% en 2015), **Podemos** (gauche radicale créé en 2014) dirigés par des hommes jeunes et qui **compliquent le jeu politique et notamment la constitution de gouvernements.**

Par ailleurs, **la forme même du régime – monarchie constitutionnelle – est de plus en plus discutée ces dernières années (avec abdication Juan Carlos).** Sur le long terme le **républicanisme s'installe** (avec 40% d'opinions favorables en octobre 2020). **On parle même d'une nouvelle transition,** expression qu'il faut entendre au sens de révision constitutionnelle.

Aussi, **surgissent des revendications mémorielles** émanant notamment de **petits enfants de Républicains qui réclament** qu'on ouvre les fosses communes qui abritent les corps des opposants au franquisme et qu'on leur donne une sépulture décente mais aussi **qu'on cesse de considérer comme équivalents le choix du franquisme ou de la République.** Sur ces questions, la transition démocratique a fait l'impasse mais elles se cristallisent aussi depuis 2018 autour du transfert de la dépouille du Caudillo hors de la basilique del Valle de los Caidos (effectif en octobre 2019).